

Unité départementale de l'Isère

I

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOITEC

Parc technologiques des fontaines

BERNIN

Références : 2022-Is067T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement SOITEC implanté parc technologique des fontaines à BERNIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction depuis le 19 mai 2022. Le volet "eau" y apparaît comme l'un des enjeux forts du dossier .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOITEC
- parc technologique des fontaines 38190 BERNIN
- Code AIOT dans GUN : 104 00094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

Soitec conçoit et produit des matériaux semi-conducteurs innovants : des substrats sur lesquels sont gravés puis découpés les circuits de composants électroniques.

L'établissement est classé SEVESO seuil bas par dépassement du seuil des rubriques 4110.2 et 4120.2. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral DDPP-DREAL-UD38-2021-07-06 du 9/7/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : mesures et moyens mis en oeuvre pour suivre et limiter la consommation en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Considérant les constats effectués et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après.

- Limitation de la consommation d'eau (2022-P1)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 9/4/2019 article 25 et AP du 9/7/2021 article 4.1.1
Délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Consommation spécifique (2022-P2)
Référence réglementaire : arrêté Ministériel du 9/4/2019 article 55
Délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Suivi de la consommation d'eau (2022-P3)
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9/7/2021 article 4.1.1
Délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'eau est une matière première primordiale pour la fabrication des wafers. SOITEC doit affiner sa connaissance des éventuelles dérives de consommation d'eau et densifier ses moyens de contrôle. Ces actions devront contribuer à démontrer que le niveau de prélèvement dans la ressource en eau est justifié.